

JURA Finances publiques

Les agents s'opposent à une « dégradation du service public »

La réorganisation du réseau des services des finances publiques dans le Jura suscite l'inquiétude de ses agents. Ils étaient en grève mardi matin 2 juillet devant le centre départemental de Lons-le-Saunier. En cause : la redistribution des équipes et la réduction des effectifs dans le territoire.

Après la déclaration des syndicats, Frédérique, le front plissé face au soleil, garde une mine inquiète. Contrôleuse EDR (Échelon départemental de renfort) dans le département, elle partage la frustration de ses collègues, face à la réforme de la Direction départementale des finances publiques (DDFiP).

« On n'en sait pas plus, dit-elle. Mais pour moi, c'est une dégradation du service public. » Les agents, rassemblés dès 9 heures mardi matin, considèrent cette réforme comme une dévalorisation de leur service d'expertise de proximité, au profit de nouveaux « points de contacts » mutualisés.

« Le fiscal, c'est de l'humain »

« C'est leur vie que les gens exposent à une machine. Ce n'est pas que de l'argent. Il est question d'enfants, de logement, de divorce... Les gens pleurent dans nos bureaux. Le fiscal, c'est de l'humain », regrette Nicole Martinhem, représentante CGT.

Pascal Jarno déplore « la brutalité de l'ambition de ce



La délégation intersyndicale a été reçue mardi matin par la direction. Photo Progrès/Natacha KADUR

Une réforme qui concerne aussi les collectivités

Les particuliers ne sont pas les seuls usagers des services de finances publiques. Ces dernières prennent aussi en charge la gestion comptable des 17 communautés de communes du Jura et remplissent auprès d'eux une mission de conseil. Au centre des finances publiques de Clairvaux-les-Lacs, cinq personnes travaillent en permanence à la perception. Alain Panseri, le maire, redoute une réduction des effectifs et la suppression de l'accueil du public : « Ici, nous sommes dans le monde rural, nous voulons rencontrer des gens. »

Une position partagée par Bernard Brunel, maire de La Chapelle-sur-Furieuse, une commune de près de 400 habitants : « C'est la fin de la proximité », déplore-t-il. Pour la Direction du centre, il n'y a pas lieu de s'inquiéter, mais un peu de pédagogie est nécessaire : « Le service sera aussi bien rendu d'une manière différente. »



Plusieurs élus du Jura sont venus soutenir le mouvement des agents en grève.

Photo Progrès/Natacha KADUR

projet. Sur près de 350 agents dans le département, une certaine pourrait être concernée par des déplacements ou des changements de métier, c'est près d'un tiers. » Vice-président de l'Association nationale des comptables publics, il redoute une « taylorisation » du métier, avec la division de certaines tâches, et des perspectives de carrière qui s'effondrent.

Chercher les solutions

« Nous sommes avant tout une administration de services numériques », précise Jean-Luc Blanc, le directeur départemental des finances publiques. Cette réforme doit permettre de minimiser les déplacements physiques des usagers qui sont, selon lui, dans la plupart des cas sans objet. Celle-ci est en phase avec la stratégie de transformation numérique de l'État et le développement de futures Maisons France services. Pour le directeur, l'échange avec les syndicats a permis de lever des inquiétudes : « Nous avons du temps devant nous pour trouver des solutions, et tous les moyens, notamment financiers, sont mobilisés pour permettre un accompagnement individualisé. Quand vous travaillez dans une administration de service public, tant que vous y êtes, vous restez au service du public. »

Natacha KADUR

1- Une Maison France services a pour vocation de regrouper plusieurs services publics.